



2016 - 2019
Avenant au
schéma départemental
d'accompagnement des familles
Département de l'Essonne



Entre :

L'Etat, représenté par la Préfète de l'Essonne
Madame Josiane CHEVALIER

ci-après dénommé « l'Etat »,

et

le Département de l'Essonne, représenté par son Président,
Monsieur François DUROVRAY

ci-après dénommé « le Département »

et

la caisse d'Allocations familiales de l'Essonne, représentée par la Présidente de son conseil d'administration, Mme Vivianne PEREIRA-GOMES dûment autorisée et le Directeur, Madame Christine MANSIET

ci-après dénommé « la Caf de l'Essonne »

et

la caisse de Mutualité sociale agricole d'Ile de France, représentée par le Président de son conseil d'administration Monsieur Olivier HUE, dûment autorisé et son Directeur, Monsieur Laurent PILETTE,

ci-après dénommée « Msa »

et

l'Union Départementale des associations familiales,
représentée par sa Présidente, Madame Carine BOUDESOCQUE-DUBOIS

ci-après dénommée « Udaf 91 »

il est convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

Éléments de diagnostic départemental	Page 4
Première orientation stratégique Réduire les inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant tant individuel que collectif	Page 5
Deuxième orientation stratégique Apporter une réponse adaptée aux parents d'enfants présentant un handicap en recherche d'un mode d'accueil	Page 11
Troisième orientation Elaborer une intervention concertée auprès des jeunes	Page 13
Quatrième orientation stratégique Améliorer l'information des familles dans leur parcours de parents	Page 16
Cinquième orientation stratégique Définir la gouvernance dans le domaine de la parentalité et assurer davantage de transversalité entre les dispositifs	Page 20

ELEMENTS DE DIAGNOSTIC DEPARTEMENTAL

Voir le diagnostic en annexe.

Les paroles des parents ont été recueillies par Mme Véra RIBAUT de l'agence PRISMA

Pour une expertise en santé sociale, agissons ensemble

140, avenue de la Résistance 92350 Le Plessis Robinson Tél 01 46 60 41 18 e-mail prisma@neuf.fr

LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES, LES OBJECTIFS ET LES ACTIONS RETENUES POUR ACCOMPAGNER LES PARENTS DANS LEUR PARCOURS DE PARENTS

Le présent schéma poursuit les objectifs suivants :

1. Réduire les inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant tant individuel que collectif,
2. Apporter une réponse adaptée aux parents d'enfants présentant un handicap en recherche d'un mode d'accueil,
3. Elaborer une intervention concertée auprès des jeunes,
4. Améliorer l'information des familles dans leur parcours de parents,
5. Définir la gouvernance dans le domaine de la parentalité et assurer davantage de transversalité entre les dispositifs.

I / PREMIERE ORIENTATION STRATEGIQUE

REDUIRE LES INEGALITES TERRITORIALES EN MATIERE D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT TANT INDIVIDUEL QUE COLLECTIF

Constats

- **L'existence de territoires sous dotés**

En Essonne, avec un total de 30 369 places en accueil collectif, individuel et la scolarisation des moins de 3 ans, l'ensemble des différents modes d'accueil offre une possibilité réelle d'accueil pour 55 % des 55 500 enfants de moins de 3 ans. En comparaison avec la moyenne nationale de 54%, l'offre essonnienne est supérieure d'un point. Cependant la répartition est inégale sur l'ensemble du département.

- Le nord Essonne est plutôt bien doté s'agissant d'accueil à caractère collectif et individuel,
- Le sud Essonne compte de nombreuses petites communes, sous dotées en établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE), alors même que 7 de ces communes connaissent les plus fortes progressions du nombre d'enfants de moins de 3 ans.

En 2014, comme l'indique le diagnostic, 429 places ont été créées en EAJE en Essonne dont 45% dans les zones sous-dotées alors que l'objectif fixé par le Ministère des affaires sociales et de la santé prévoit 75 % de création sur les territoires prioritaires.

- **L'insuffisante couverture des besoins d'accueil occasionnel**

A l'échelle départementale, on estime à 32 700 le nombre d'enfants de moins de 3 ans avec un besoin potentiel d'accueil régulier. Ce dernier est défini comme la part des enfants dont au moins le parent seul ou les deux parents travaillent ou sont en recherche d'emploi. Dans certaines des communes les plus peuplées, les besoins d'accueil régulier sont moins prégnants (avec un minimum de 31%) tandis qu'elles dépassent la moyenne départementale sur d'autres territoires (jusqu'à 61%).

Par différence avec les besoins potentiels d'accueil régulier, on estime à 22 800 le nombre d'enfants de moins de 3 ans avec un besoin potentiel d'accueil occasionnel. Il s'agit d'enfants vivant dans une famille dans laquelle au moins l'un des parents est inactif.

Les besoins tant en accueil régulier qu'en accueil occasionnel sont prédominants sur les territoires en politique de la ville.

Les places proposées en multi-accueils ont vu leur nombre augmenter de façon conséquente (+ 62 %), proposant plusieurs types d'accueil distincts dont réguliers et occasionnels. Néanmoins, au regard de son fonctionnement, le multi-accueil ne rend pas suffisamment lisible le nombre de places d'accueil occasionnel offert aux familles.

- **Le développement des places ralenti par des fermetures**

Entre 2008 et 2013, 476 places ont été fermées contre 1376 places créées.

La privatisation de l'accueil de la petite enfance suit une dynamique nationale qui, à l'échelle de l'Essonne, se décline également par une émergence de transfert de gestion des collectivités locales par délégation de service public, conventionnement ou réservation de places permettant de répondre aux besoins des administrés sans supporter les charges et contraintes liées à la gestion du personnel.

Le département présente une augmentation du nombre de places gérées par des gestionnaires privés en accélération depuis 2013 : + 1 138 places entre 2008 et 2013.

- **Près d'un quart d'assistants maternels inactifs**

Un quart des assistants maternels du département sont inactifs.

Il s'agit :

- d'un choix de conserver l'agrément en cas de nécessité d'une reprise d'activité,
- d'une volonté personnelle d'accueillir un nombre d'enfants inférieur à l'agrément pour conserver une indemnisation chômage,
- d'une difficulté réelle à accueillir des enfants du fait de leur lieu d'habitation : quartiers sensibles, sentiment d'insécurité,
- de pratiques inadaptées, notamment d'ordre culturel, qui ne correspondent pas aux attentes des parents.

- **Les besoins d'accueil à horaires atypiques**

Pour répondre aux besoins d'accueils dits atypiques, concernant des familles dont l'activité professionnelle se situe sur des horaires décalés (très tôt le matin, très tard le soir et/ou le week-end) ou des parents en recherche d'emploi ou en Cdd, un dispositif a été mis en place en partenariat avec le Département, la CAF et les communes, facilitant la mise en relation de ces familles avec les assistants maternels. Ce dispositif, mis en œuvre avec des résultats probants sur la ville de Grigny en 2008 a vocation à être étendu sur les territoires où le besoin sera identifié. Deux nouvelles communes ont intégré le dispositif (Corbeil et Evry). La Caf et le Département offrent un accompagnement technique et un soutien financier tant auprès des familles et des assistants maternels qu'auprès des collectivités locales.

Il est difficile d'évaluer le besoin en horaires atypiques en l'absence de recensement effectué par les communes. Toutefois, la couverture du département par ce dispositif gagnerait à être améliorée.

- **Les Maisons d'assistants maternels (Mam), un dispositif peu développé**

En 2013, il n'existe pas de MAM en Essonne. La première a ouvert en septembre 2015.

- **Les LAEP : un espace à privilégier**

Les lieux d'accueil enfants-parents accueillent, sur le principe de la libre adhésion et de l'anonymat, les enfants de moins de 6 ans en présence et sous la responsabilité de leurs parents ou d'un adulte référent. Ces structures, qui constituent un espace privilégié pour favoriser la relation parents-enfants ne sont pas déployées sur l'ensemble du Département. A ce jour, 8 LAEP sont labellisés dans 7 communes.

Objectifs

1. Développer et pérenniser l'accueil en EAJE

- Inciter au développement d'une offre adaptée dans les territoires prioritaires les moins bien pourvus notamment sur les quartiers identifiés « politique de la ville » et sur le sud Essonne :
 - ✓ Poursuivre l'action de développement social local en cours dans la communauté d'agglomération de l'Etampois et du Sud Essonne en partenariat entre la Caf, la Msa et le Département,
 - ✓ Mener une action concertée et complémentaire CAF/Département en direction des collectivités concernées identifiées dans le diagnostic pour couvrir les besoins d'accueil occasionnel et régulier.
- Maintenir l'offre existante en matière d'accueil collectif en accompagnant les gestionnaires qui éprouvent des difficultés à équilibrer le fonctionnement des EAJE par un soutien technique (CAF/Département) et/ou financier (CAF).

2. Accompagner l'accueil individuel

- Promouvoir une offre d'accueil individuel de qualité et adaptée aux besoins des familles,
- Accompagner la professionnalisation des assistants maternels (exemple : pratiques inadaptées) dès la formation initiale, notamment par le biais des Ram, et en informant sur les dispositifs relatifs à la formation continue,
- Améliorer l'employabilité des assistants maternels en inactivité,
- Accompagner la création des Mam dès lors qu'elles constituent une réponse adaptée au contexte local, au problème d'accès à l'emploi, à l'isolement d'assistants maternels et aux attentes des parents.

3. Améliorer l'offre d'accueil différencié

- Promouvoir la couverture du dispositif « modes d'accueil atypiques » sur les communes où réside un public en insertion (Rsa) accompagné par un travail social,
- Inciter à la réservation de places « d'insertion » au sein des EAJE déjà existants,
- Recenser les besoins d'accueil en horaires décalés et impulser une réflexion sur l'offre potentielle à développer pour y répondre.

4. Améliorer la couverture territoriale des LAEP en incitant à leur création sur l'ensemble du territoire

Partenaires mobilisés

Caf, Département, Msa, collectivités locales (communes et Epci), associations, entreprises de crèche, crèches d'entreprise, Pôle emploi, les Ram.

ACTIONS RETENUES ET PISTES DE REFLEXION ENGAGEES

- **Action 1 : Porter à la connaissance des collectivités locales concernées les zones prioritaires dans le développement de places en EAJE tant en accueil régulier qu'en accueil occasionnel**
 - Sur la base du taux de couverture en modes d'accueil de chaque commune ou EPCI comparé au taux moyen départemental :

- ✓ informer du classement des communes et EPCI prioritaires par nature d'accueil (accueil occasionnel et régulier ; accueil occasionnel ou régulier) et du nombre de places à développer dans chacun de ces types d'accueil,
 - ✓ accompagner les communes et EPCI concernés en s'appuyant sur l'expertise des professionnels de la Pmi et de la Caf et sur les dispositifs d'accompagnement financiers nationaux et locaux,
 - ✓ affiner le besoin et envisager les modalités de créations de nouvelles places d'accueil.
- **Action 2 : Identifier et accompagner les EAJE en difficultés afin de maintenir l'offre d'accueil**
- Identifier des indicateurs pertinents d'alerte concernant le fonctionnement de structures petite enfance (taux d'occupation, déficit budgétaire, écart entre actes facturés et actes réalisés...),
 - Organiser des rencontres collégiales (Caf, Msa, Département) avec les gestionnaires afin de rechercher les pistes d'amélioration possibles et d'élaborer un plan d'action.
- **Action 3 : Susciter les initiatives en matière de création d'EAJE et accompagner les partenaires publics et privés afin :**
- de répondre aux besoins insuffisamment couverts. Les services de la Caf assureront la promotion des dispositifs d'accompagnement financiers auprès des partenaires publics et privés susceptibles de développer de nouvelles structures. Le Département apportera son expertise aux porteurs de projets sur le cadre réglementaire et sur la faisabilité technique pour garantir des conditions d'accueil adaptées et sécurisées,
 - d'apporter une réponse adaptée aux besoins des parents en assurant un rééquilibrage territorial en fonction de l'offre. Les services de la Caf démarcheront les partenaires de territoires identifiés prioritaires.
- **Action 4 : Inciter les EAJE existants dans les quartiers identifiés en politique de la ville à réserver des places d'insertion destinées aux publics en recherche d'emploi, en formation professionnelle ou en emploi précaire**
- **Action 5 : Améliorer le taux d'occupation des EAJE collectifs pour mieux répondre aux besoins des familles et pérenniser leur fonctionnement**
- Faire évoluer le taux d'occupation des structures dès lors que celui-ci est inférieur à la moyenne départementale qui est de 49 % et tendre vers la norme identifiée dans les contrats enfance jeunesse, soit 70 %,
 - Faire évoluer les pratiques des professionnels des EAJE pour optimiser le nombre de places proposées aux familles,
 - Ajuster le contrat d'accueil au plus près des besoins des familles et occuper les places ainsi libérées en proposant de nouvelles places tant en accueil régulier qu'en accueil occasionnel,
 - Exploiter les fonctionnalités du site mon-enfant.fr en incitant les gestionnaires à compléter la rubrique relative aux places disponibles.
- **Action 6 : Optimiser l'offre d'accueil réalisée par les assistants maternels et améliorer leur employabilité pour mieux couvrir les besoins**
- Sensibiliser les professionnels assistants maternels sur l'intérêt de fréquenter un Ram et promouvoir les actions de soutien qu'il propose : droits et devoirs, relations avec les parents, professionnalisation et socialisation des enfants qu'ils accueillent,

- Renforcer le partenariat entre la Caf, la Dpmi, et les Ram dans le cadre de la professionnalisation des assistants maternels et encourager leur départ en formation,
 - Développer un partenariat avec Pôle emploi sur le profil attendu des professionnels assistants maternels,
 - Mieux identifier les assistants maternels en recherche de travail ou au chômage partiel en concertation avec les Ram et Pôle emploi, afin de renforcer leur accompagnement pour une meilleure employabilité,
 - Mener une réflexion sur l'implantation des MAM et accompagner les projets de création.
- **Action 7 : Favoriser la mise en place de Relais assistants maternels (RAM) dans les secteurs non pourvus**
- Identifier les communes ou EPCI dans lesquelles le nombre d'assistants maternels est supérieur ou égal à 70 professionnels et ne disposant pas d'un RAM ou identifier celles qui disposent d'un Ram dont le nombre n'est pas conforme aux préconisations de la Cnaf (1 Ram pour 70 assistants maternels),
 - Assurer leur promotion auprès des élus des collectivités locales concernées,
 - Encourager l'évolution de leur activité en tant qu'interlocuteur unique des familles en recherche d'un mode d'accueil par la systématisation de l'inscription de la demande via l'outil mon-enfant.fr.
- **Action 8 : Faciliter les démarches des parents dans leur recherche d'un mode d'accueil et développer les dispositifs favorisant l'insertion et notamment le dispositif modes d'accueil atypiques**
- Partager l'analyse des professionnels de la Caf et de ceux du Département sur les nouveaux territoires qui seront intégrés dans le Plan départemental d'insertion,
 - Développer le partenariat avec les communes identifiées afin de mettre en œuvre le dispositif sur leur territoire,
 - Mobiliser les assistants maternels et les familles susceptibles d'être concernés,
 - S'assurer de la pérennisation voire du développement du dispositif dans les communes où il existe déjà,
 - Développer une offre d'accueil spécifique et des dispositifs pour les publics en insertion (crèches VIP, macigogne...) sur les territoires identifiés.
- **Action 9 : Maintenir et développer la coordination des informations et des actions menées par les services de la Caf et du Département pour offrir une réponse adaptée et complète aux porteurs de projets**
- Réaliser des rencontres individuelles ou des réunions collectives conjointes Caf /Département/ porteurs de projets afin d'assurer une information exhaustive de ces derniers,
 - Mettre à disposition et promouvoir le guide partenarial (Département, Caf, Msa) destiné aux porteurs de projets,
 - Organiser des journées partenariales d'informations destinées aux porteurs de projet et gestionnaires d'établissement,
 - Formaliser des rencontres trimestrielles Caf/Pmi afin, d'une part, de croiser les informations relatives aux EAJE permettant d'anticiper certains dysfonctionnements et leur proposer un accompagnement technique conjoint et d'autre part, d'élaborer des stratégies d'intervention conjointe en vue d'améliorer l'offre par rapport aux besoins, la qualité de l'accueil et la viabilité des EAJE.

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

De 2016 à 2019

1^{er} semestre 2017 ➡ Installation du comité de coordination.

A partir du 1^{er} semestre 2017 ➡ Information et déploiement de dispositifs « modes d'accueil et insertion » (Crèches VIP, macigogne...).

2^{ème} semestre 2017 ➡ Mise en place des réunions de travail (accueil individuel, développement et pérennisation des EAJE, modes d'accueil et insertion, modes d'accueil et handicap).

2^{ème} semestre 2017 ➡ Actualisation de mon-enfant.fr.

INDICATEURS DE SUIVI

⇒ Evolutions du taux de couverture

- Le nombre de places EAJE créées dont celles créées au sein des territoires prioritaires,
- Le nombre de places en accueil occasionnel,
- Le nombre de nombre de places EAJE maintenues dont celles offertes sur les territoires prioritaires,
- Le nombre de projets d'EAJE et de places d'accueil projetées par rapport aux objectifs de couverture des besoins,
- Le taux d'occupation des structures EAJE,
- Le nombre de MAM créées et leur durée d'activité,
- Le taux de couverture des Ram sur le département,
- Le nombre d'assistants maternels en activité ou inactivité,
- Le nombre de structures utilisant le site mon-enfant.fr pour faire connaître leurs disponibilités.

⇒ Modes d'accueil et insertion

- Le nombre de places d'insertion labellisées dans les EAJE,
- Le nombre de familles dont la participation familiale à l'heure d'accueil en EAJE est inférieur ou égale à 1 euro,
- Le nombre d'assistants maternels inscrits dans le dispositif modes d'accueil atypique et l'évolution de l'offre d'accueil réalisée.

II / DEUXIEME ORIENTATION STRATEGIQUE

APPORTER UNE REPONSE ADAPTEE AUX PARENTS D'ENFANTS PRESENTANT UN HANDICAP EN RECHERCHE D'UN MODE D'ACCUEIL

Constats

- **Les besoins d'accueil des enfants présentant un handicap ou une affection chronique grave**

En 2014, 3940 enfants de moins de 20 ans bénéficiaient de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh). Parmi eux 643 enfants de moins de 6 ans relevaient de cette prestation. Cependant, les enfants les plus jeunes peuvent ne pas avoir encore été identifiés comme présentant une affection chronique grave ou un handicap reconnu par la MDPHE. Le rôle des médecins de Pmi prend alors, une place prépondérante dans la détection et l'orientation de ces enfants, notamment sur la base du plan d'aide individualisé (PAI).

Dans ce cadre, certaines familles ont des besoins spécifiques auxquels il convient d'apporter une réponse la plus adaptée possible. En effet, celles-ci peuvent éprouver des difficultés à bénéficier d'une place en accueil collectif ou individuel voire même dans les accueils de loisirs.

La difficulté de l'accueil d'enfant présentant un handicap ou une affection chronique grave réside d'une part, dans le fait que les formes de handicap peuvent être très variées et font appel à des compétences particulières et d'autre part, au fait que le temps consacré par les professionnels à ce type d'accueil est beaucoup plus conséquent que pour les autres enfants.

Objectifs

1. Permettre à des familles d'accéder à un mode d'accueil adapté pour leur enfant présentant un handicap ou une affection chronique grave,
2. Accompagner les professionnels par la formation ou par la mise en réseau avec des professionnels spécialistes maîtrisant la connaissance selon la nature du handicap,
3. Aider les professionnels dans la prise en charge quotidienne de ces enfants.

Partenaires mobilisés

Caf, Département, Msa, collectivités locales (communes et Epci), MDPHE, ARS, Ram, structures petites enfance publiques, privées et associatives, accueils de loisirs, association de parents d'enfants handicapés.

ACTIONS RETENUES ET PISTES DE REFLEXION ENGAGEES

- **Action 1 : Effectuer un recensement des enfants potentiellement concernés en lien avec la Mdphe, les associations de parents d'enfants handicapés, la Dpmi pour identifier les besoins et les réponses susceptibles d'être apportées.**

- **Action 2 : Recenser les acteurs intervenant dans le handicap pour une information exhaustive des établissements et des familles.**
- **Action 3: Inciter les EAJE à accueillir les enfants présentant un handicap :**
 - Poursuivre l'accompagnement financier du Département et de la Caf (fonds publics et territoires) pour compenser le temps de professionnels supplémentaire consacré à ces enfants ainsi que la coordination avec les réseaux spécialisés,
 - Inciter à la formation les professionnels des EAJE et les assistants maternels indépendants.
- **Action 4 : Informer les parents sur les possibilités existantes par le biais des Ram, de la Pmi, du site mon-enfant.fr, des services municipaux.**

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

De 2016 à 2019

INDICATEURS DE SUIVI

- Nombre d'enfants présentant un handicap accueillis en structure Eaje collective,
- Nombre d'enfants présentant un handicap accueillis par un assistant maternel,
- Nombre d'enfants présentant un handicap accueillis en accueil de loisirs,
- Nombre de formations financées par les fonds publics et territoires de la Caf, pour les professionnels des structures Eaje ou des accueils de loisirs,
- Financements consacrés par le Département,
- Financements consacrés par la Caf.

III / TROISIEME ORIENTATION STRATEGIQUE

ELABORER UNE INTERVENTION CONCERTEE AUPRES DES JEUNES

Constats

- **Le décrochage scolaire**

- 2492 élèves signalés dans le cadre de l'absentéisme de niveau 1, 84 ont nécessité un signalement de niveau 3 soit 3,37%.

- **L'offre de loisirs en direction des jeunes**

- Il existe de multiples offres de loisirs à destination des jeunes assurées par des opérateurs divers (centres sociaux, MJC, services jeunesse des collectivités locales...), qui s'appuient sur des dispositifs variés proposés par l'Etat, la Caf et le Département... (accueils de mineurs, VVV, projets ados Cnaf,...). L'ensemble de ces dispositifs ne relève pas d'une compétence particulière et de ce fait, gagnerait à bénéficier d'une coordination.

- **Adapter les offres de loisirs des jeunes en tenant compte du contexte actuel**

- L'offre d'accueil actuelle ne couvre que 4 % des 12-17 ans. La fréquentation de ces accueils de loisirs diminue progressivement avec l'âge des jeunes. Ceci interpelle sur l'adéquation de l'offre avec les attentes des jeunes et requiert davantage de consultation de ces derniers sur la forme et les conditions de fonctionnement que doivent prendre ces structures.

- **Les espaces de dialogue et d'écoute à destination des jeunes et de leurs parents**

- Au moment de l'adolescence, certains parents souffrent d'un manque ou d'une méconnaissance en termes d'orientation et de conseils sur les difficultés qu'ils peuvent rencontrer.

A ce titre, l'intervention des Points d'accueil et d'écoute jeunes (PAEJ) réside dans des actions préventives d'accueil, d'écoute, de soutien, de sensibilisation, d'orientation et de médiation en direction des jeunes exposés à des situations à risque ou en souffrance psychologique, et de leur entourage adulte. 4 associations (Apaso, Cepfi, Filigrane et Oppelia) gèrent six PAEJ sur le territoire de l'Essonne.

- **Les besoins d'accompagnement des parents dans leur fonction éducative**

- Portées par une trentaine de promoteurs, les actions Reaap ont bénéficié à 4 325 parents, soit 2 % des familles essonniennes avec enfants de moins de 18 ans. Elles couvrent 16 communes de l'Essonne, toutes situées au Nord à l'exception d'Etampes. 4 villes concentrent un tiers des actions et 60 % des financements,

- Les actions de soutien à la parentalité ne sont pas totalement connues et relayées sur l'ensemble du département,

- Les actions de parrainage de proximité sont insuffisamment connues tant par les familles que par les bénévoles susceptibles de s'y investir.

Objectifs

1. Réduire le nombre d'élèves en décrochage,
2. Coordonner l'offre de loisirs en direction des jeunes et la promouvoir,
3. Renforcer la fréquentation des structures dédiées aux jeunes,
4. Améliorer la réponse au parcours des jeunes vulnérables en développant les articulations des dispositifs existants (Point accueil écoute jeunes, maison des adolescents, prévention spécialisée et centre de planification) et les acteurs institutionnels,
5. Accompagner la promotion du dispositif de parrainage proposé par l'Udaf,
6. Développer les actions de soutien à la parentalité,
7. Consolider et mailler les actions REAAP et développer les réseaux locaux en prenant appui sur les centres sociaux qui bénéficient de la prestation de service animation collective famille et éventuellement subventionnés par le Département.

Partenaires mobilisés

Caf, Département, Msa, collectivités locales (communes et Epci), Associations, centres sociaux, Education nationale, Paej.

ACTIONS RETENUES ET PISTES DE REFLEXION ENGAGEES

- ☐ **Action 1 : Poursuivre l'action développée par l'éducation nationale visant à prendre en charge plus précocement l'absentéisme scolaire :**
 - Assurer un suivi personnalisé des jeunes concernés,
 - S'appuyer sur le réseau partenarial,
 - Proposer une action pour poursuivre les mesures prises dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire au niveau des lycées, en lien avec la MLDS (mission de lutte contre le décrochage scolaire).
- ☐ **Action 2 : Réaliser la coordination des actions jeunesse et s'assurer de la complémentarité des interventions auprès des jeunes :**
 - Bien connaître l'offre sur le département,
 - Proposer une mise en réseau des acteurs de la jeunesse.
- ☐ **Action 3 : Assurer une concertation élargie avec les professionnels de la jeunesse et les jeunes eux-mêmes pour faire évoluer l'offre :**
 - Réaliser une consultation des professionnels de la jeunesse afin d'appréhender au mieux les évolutions nécessaires dans l'offre de loisirs et d'accompagnement des jeunes,
 - Soutenir des actions innovantes répondant aux attentes évoquées et au contexte local.
- ☐ **Action 4 : Accompagner les actions initiées au profit des jeunes et/ou portées par eux-mêmes, leur permettant de développer leur esprit d'initiative, leur autonomie, leur sens des responsabilités et la citoyenneté.**
- ☐ **Action 5 : Elaborer un diagnostic de besoins avec l'ensemble des acteurs de la jeunesse.**
- ☐ **Action 6 : Relayer les informations relatives au dispositif de parrainage en vue de sa promotion.**

□ **Action 7: Développer l'offre d'actions de soutien à la parentalité :**

- En tendant vers la couverture de 30 % des parents par le Reaap préconisée par la Cog Cnaf 2013-2017,
- En augmentant le nombre d'actions Reaap sur les territoires les moins bien pourvus et en améliorant le maillage du réseau,
- En incitant les centres sociaux bénéficiaires de la prestation « animation collective famille » à développer des actions Reaap et à éventuellement animer un réseau local,
- En mobilisant les porteurs de projets notamment dans le Sud Essonne,
- En ciblant plus particulièrement le soutien financier du Conseil départemental aux centres sociaux qui proposent ces actions.

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

De 2016 à 2019

- 2017-2018 ➡ Concertation élargie avec les professionnels de la jeunesse et les jeunes.
Accompagnement des actions au profit des jeunes et/ou portées par eux-mêmes
Promotion du dispositif de parrainage.
- 2017-2019 ➡ Coordination et complémentarité des interventions auprès des jeunes.
Elaboration d'un diagnostic des besoins des jeunes
Poursuite de l'action de prise en charge précoce de l'absentéisme scolaire
Développement de l'offre d'actions de soutien à la parentalité.

INDICATEURS DE SUIVI

Taux d'absentéisme scolaire,

Réalisation d'un plan de communication et de diffusion sur les actions jeunesse,

Nombre d'actions de coordination des actions jeunesse menées,

Nombre de jeunes fréquentant les structures de loisirs et de prévention,

Nombre d'actions de parrainage réalisées,

Réalisation d'un diagnostic de besoins du nombre de Paej,

Nombre de familles bénéficiaires des actions de soutien à la parentalité en particulier des PAEJ,

Nombre d'actions Reaap réalisées dont nombre d'actions menées par les Centres sociaux,

Nombre de centres sociaux animant un réseau local.

IV / QUATRIEME ORIENTATION STRATEGIQUE

AMELIORER L'INFORMATION DES FAMILLES DANS LEUR PARCOURS DE PARENTS

Constats

- **Les besoins des futurs parents en matière d'information sur leurs droits, l'offre d'accueil et les services proposés.**

Préparer l'arrivée d'un enfant amène les futurs parents à se poser de nombreuses questions pour lesquelles il n'existe aucun lieu susceptible d'apporter des réponses exhaustives.

L'information figurant sur le site mon-enfant.fr n'est pas suffisamment développée et de fait, sous utilisée par les familles. En effet, l'absence d'identifiant unique n'a pas permis jusqu'à présent, d'intégrer automatiquement les assistants maternels agréés par la Pmi et qui ont fait valoir leur volonté d'y figurer. De ce fait, leurs disponibilités n'apparaissent pas en ligne.

Les EAJE figurent tous sur le site. Toutefois, seuls une dizaine d'entre-deux ont souhaité avoir l'habilitation pour mettre en ligne leurs disponibilités mais n'en font pas forcément usage.

- Les familles privilégient encore trop souvent les déplacements à la Caf au détriment de l'usage des télé-services.

- L'information sur les droits, les services et offres d'accueil susceptibles de répondre aux besoins est diffusée de manière encore trop souvent parcellaire aux familles.

Des rapprochements existent entre les différentes institutions (Caf/Département /Cpam) mais la coordination n'est pas systématique.

- Les centres de Pmi observent que beaucoup de futures mères qui les consultent ne disposent pas de droits ouverts à la sécurité sociale.

- Les besoins en modes d'accueil et les réponses susceptibles d'y être apportées varient en fonction de la situation des parents (activité professionnelle ou non, couple ou mono-parent, travail en horaire décalé, habitat en milieu urbain ou rural...) et des enfants (handicap).

- **Les besoins d'information des parents rencontrant des situations de vulnérabilité**

Les familles qui font face à des événements de vie qui modifient l'équilibre familial recourent encore de manière insuffisante aux offres de service de travail social et médico-social du Département et de la Caf (naissance, séparation, veuvage, décès d'un enfant).

- **Le Ram : une structure dont les missions sont à promouvoir**

Les relais assistants maternels (Ram) sont des lieux qui renseignent les familles sur les différents modes d'accueil du territoire et qui accompagnent les assistants maternels dans leur professionnalisation.

Les missions des Ram restent encore à appréhender y compris par les gestionnaires eux-mêmes.

Objectifs

- 1. Améliorer l'information figurant sur le site Internet www.mon-enfant.fr et le promouvoir auprès des familles et des partenaires, avec pour objectifs :**
 - d'en faire un point d'entrée unique pour les familles,
 - de mieux informer les parents sur l'offre d'accueil,
 - d'informer sur les coûts respectifs de chacun des modes d'accueil,
 - d'assurer une meilleure visibilité des dispositifs de soutien à la parentalité et un meilleur accès des parents à l'information,
 - d'augmenter le nombre d'assistants maternels identifiés et indiquant leurs disponibilités,
 - que l'ensemble des Eaje dispose d'une habilitation leur permettant de mettre à jour les informations les concernant et mette en ligne leurs disponibilités,
 - que des communes sur la base du volontariat puissent utiliser le site comme point d'enregistrement des demandes d'inscription à un des modes d'accueil,
 - d'accompagner les parents à chaque étape de la vie de leur enfant et selon les particularités de leur situation grâce à l'espace documentaire dédié,
 - de connaître les actions menées localement.
- 2. Améliorer l'information des familles et des professionnels sur les dispositifs de parentalité.**
- 3. Consolider le partenariat existant entre les différentes institutions (Caf/département/Cpam/Collectivités locales) afin de développer et de mieux coordonner l'information auprès des familles.**
- 4. Développer l'information par les Ram sur les modes d'accueil y compris collectifs et Adapter les conseils en fonction de la situation de chaque famille.**
- 5. Améliorer l'information sur les offres de service de travail social Caf.**
- 6. Promouvoir auprès des familles l'usage du site caf.fr et du site mon-enfant.fr par des actions de communication et d'accompagnement ponctuel** (dans le cadre des offres de service de travail social et des relais Caf.fr).

Partenaires mobilisés

Caf, Département, Msa, Cpam, collectivités locales (communes et Epci), Ram, structures petite enfance publiques, privées et associatives, associations œuvrant dans la parentalité.

- **Action 1 : Développer l'information et faciliter les modalités d'accès au site mon enfant.fr**
 - Compléter les informations figurant dans les différentes rubriques du site mon-enfant.fr et les mettre à jour trimestriellement. Faire figurer dans les formulaires de notification d'agrément Pmi transmis aux assistants maternels (avec coupon réponse), les mentions nécessaires pour accepter la mise en ligne de leurs disponibilités. Réaliser une démarche en direction des gestionnaires pour contribuer à l'optimisation de l'offre d'accueil faite aux familles en les incitant à :
 - inscrire leurs plages horaires disponibles quand ils sont habilités,
 - adhérer à la convention quand ce n'est pas encore le cas.

- **Action 2 : Développer l'information à destination des familles et des professionnels sur les dispositifs de parentalité,**
 - en alimentant le site mon-enfant.fr,
 - en menant des actions de communication conjointes,
 - en rendant plus lisible la participation du Département aux différentes instances de pilotage des dispositifs de parentalité,
 - en renforçant la contribution du Département à l'animation territoriale des REAPP.

- **Action 3 : Poursuivre une communication et une concertation facilitant le partenariat et la transversalité**
 - en améliorant la communication inter-services,
 - en coordonnant les actions de manière à apporter une réponse la plus exhaustive possible aux futurs parents en assurant des interventions conjointes et non redondantes,
 - en améliorant la communication à l'égard des familles afin d'augmenter la fréquentation des futurs parents aux séances d'information proposées,
 - en menant des actions de déploiement auprès des travailleurs sociaux du département de l'usage du logiciel @Rsa.

- **Action 4 : Favoriser le parcours des familles en mutualisant l'espace d'accueil tout public des Maisons départementales des solidarités pour en faire des lieux d'information interinstitutionnels (CAF/Département/CPAM).**

- **Action 5 : Améliorer la communication sur les offres de services de travail social Caf auprès des familles et des partenaires**
 - Relancer par téléphone après l'invitation par courrier ou par mail afin de s'assurer de la bonne compréhension du message par les familles.
 - Informer l'ensemble des partenaires sur le contenu de ces offres, afin de mieux orienter les familles vers le service social Caf.

- **Action 6 : Améliorer la transversalité au sein de la Caf, entre les services d'accueil physique et de travail social**
 - Optimiser les circuits d'information entre le service d'accueil physique de la Caf qui enregistre les changements de situation des allocataires et celui du travail social susceptible de les prendre en charge.

- **Action 7 : Promouvoir l'usage des télé-services notamment le site Caf.fr par des actions d'accompagnement des publics par les services de la Caf et par des partenaires relais Caf.fr** (Maisons des Services Publics, Centres Communaux d'Action Sociale, Point Information Multi-Services, associations).
- **Action 8 : Promouvoir le développement des LAEP dans les territoires insuffisamment dotés (Action déjà existante dans la 1ère orientation stratégique)**
 - En labellisant les LAEP organisés par les services de PMI départementaux qui répondent aux critères Cnaf,
 - En favorisant le développement de ces structures dans les territoires insuffisamment couverts.

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

De 2016 à 2019

2^{ème} semestre 2017 ➡ Actualisation des listes d'assistants maternels sur mon-enfant.fr.

1^{er} semestre 2018 ➡ mise en place de réunions de travail.

INDICATEURS DE SUIVI

⇒ mon-enfant.fr

- Nombre d'assistants maternels intégrés sur le site mon-enfant.fr,
- Nombre d'assistants maternels habilités à intégrer leurs disponibilités sur mon-enfant.fr,
- Taux des disponibilités d'accueil des assistants maternels renseignés,
- Nombre d'EAJE habilités à inscrire leurs disponibilités sur mon enfant.fr,
- Nombre d'actions parentalité figurant sur le site mon-enfant.fr au regard du nombre d'actions financées (Caf/Département).

⇒ Coordination

- Nombre d'actions collectives menées conjointement (Caf/Département/Cpam/ Collectivités locales),
- Nombre de réunions assurées par la référente de la Caf avec les Ram en vue de la promotion de leurs missions, notamment en matière de coordination de l'information sur les différents modes d'accueil,
- Nombre de familles ayant bénéficié d'une offre de service de travail social Caf,
- Nombre de labellisation et de création de LAEP.

⇒ Développement des télé-services

- Taux de progression de l'usage du télé-service Caf.fr,
- Nombre de points relais CAF implantés sur le département.

V / CINQUIEME ORIENTATION STRATEGIQUE

DEFINIR LA GOUVERNANCE DANS LE DOMAINE DE LA PARENTALITE ET ASSURER DAVANTAGE DE TRANSVERSALITE ENTRE LES DISPOSITIFS

Constats

- A l'image du comité national de soutien à la parentalité, la circulaire interministérielle DGCS/SD2C/DPJJ/SAD-JAV/DGESCO/SG-CIV/DAIC/2012/63 du 7 février 2012, demandait aux services de l'Etat, en fonction des contextes locaux, d'organiser la coordination départementale des dispositifs de soutien à la parentalité (Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap), Contrat locaux d'accompagnement à la scolarité (Clas), Parrainage / Médiation familiale/ Point info famille (PIF).

En Essonne cette coordination n'a pas été mise en œuvre.

Cependant des instances de coordination par dispositif préexistent :

Reaap

- *Comité de pilotage* : Caf, Conseil départemental, Ddcs,
- *Comité d'animation* : Caf, Conseil départemental, Ddcs, Udaf 91, Fédération départementale des centres sociaux 91, Femmes inter-associations-inter service migrants (Fia-Ism), Inspection académique,
- *Comité des financeurs* : Caf, Conseil départemental, Etat.

Médiation Familiale

- *Comité de coordination* : Caf, Conseil départemental, Ddcs, Ministère de la justice, Msa, Associations départementales conventionnées de médiation familiale, Fédération nationale des associations de médiation familiale (FEAMEF), Association pour la médiation familiale (APMF),
- *Comité des financeurs* : Caf, Conseil départemental, Ministère de la justice, Msa, Ddcs.

Clas

- *Comité de coordination* : Caf, Ddcs, Conseil départemental et Education nationale,
- *Comité des financeurs* : Caf, Conseil départemental, Ddcs.

Objectifs

1. S'assurer de l'engagement de chacun des partenaires concernés à participer aux instances de gouvernance dans une continuité garante de la qualité de leur fonctionnement,
2. Coordonner l'ensemble des dispositifs de la petite enfance et du soutien à la parentalité,
3. Améliorer la connaissance des dispositifs à tous les niveaux, tant départemental que local,
4. Assurer la transversalité des informations,
5. Améliorer l'efficacité globale des dispositifs en faveur des familles,
6. Assurer une réponse adaptée aux besoins locaux identifiés et répondant à des critères de qualité.

Partenaires mobilisés

Etat, Caf, Conseil départemental, Msa, collectivités locales (communes et Epci), Associations, UDAF, Fédération des centres sociaux, Education nationale, Ministère de la Justice, Fédération nationale de la médiation familiale (FENAMEF), Association pour la médiation familiale (APMF), Espaces rencontre.

ACTIONS RETENUES ET PISTES DE REFLEXION ENGAGEES

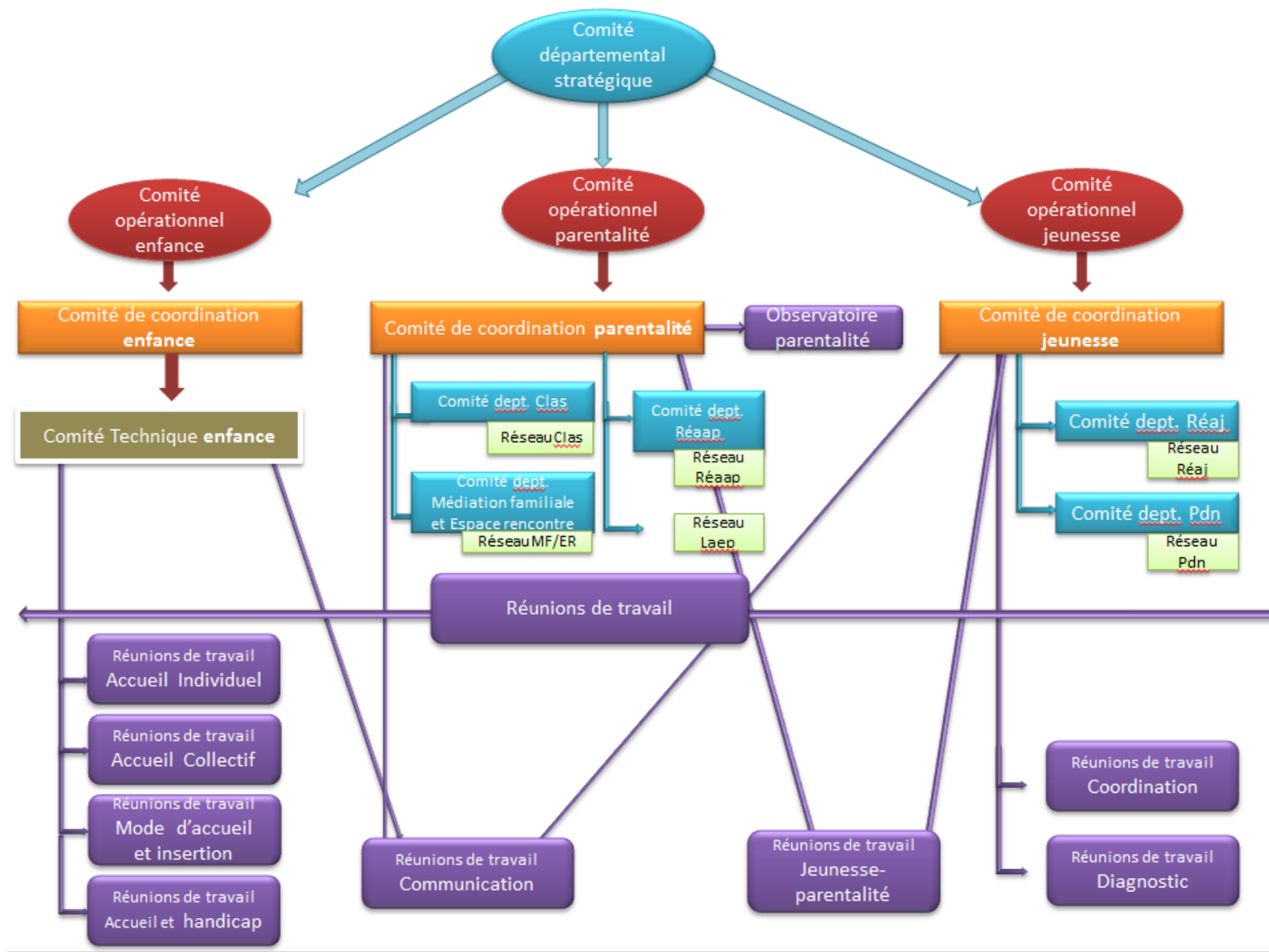
- ☐ **Action 1 : Veiller à garantir une présence régulière des partenaires à un niveau de représentation adapté aux différentes instances**
 - Garantir une nécessaire perméabilité des actions parentalité vers les structures petite enfance et des actions d'information et d'orientation des familles fréquentant les structures EAJE et ALSH vers les dispositifs parentalité,
 - Création d'un comité de coordination des signataires du SDAF.
- ☐ **Action 2 : S'assurer de la cohérence entre les dispositifs**
 - S'assurer de la mise en lien régulière des partenaires locaux pour une meilleure connaissance des actions et des acteurs.
- ☐ **Action 3 : Impulser l'animation des réseaux départementaux et locaux**
 - S'assurer de la mise en lien régulière des partenaires locaux pour une meilleure connaissance des actions et des acteurs,
 - Renforcer les réseaux existants et créer un réseau des LAEP.
- ☐ **Action 4 : Assurer une information homogène à l'ensemble des acteurs de la parentalité et de la petite enfance**
 - Garantir la mise en œuvre des vecteurs les mieux adaptés à la diffusion de l'information et en assurer la régularité.
- ☐ **Action 5 : Assurer l'articulation des partenaires et des actions et veiller à la progression constante de l'usage des dispositifs par les familles**
 - S'assurer de la complémentarité des actions menées dans le respect des missions de chacun,
 - Assurer une veille quant à la qualité des circuits d'orientation,
 - Garantir la promotion des actions menées auprès des familles.
- ☐ **Action 6 : Promouvoir la mise en œuvre d'un observatoire tant en matière de petite enfance qu'en matière de parentalité et s'assurer de l'adéquation des réponses aux besoins des familles et de la qualité des interventions menées**
 - Dégager les axes prioritaires de développement des services et/ou d'actions en fonction des éléments d'analyse fournis annuellement par l'observatoire,
 - S'appuyer sur les analyses des professionnels de terrain mandatés dans l'accompagnement des structures et dispositifs, pour garantir l'adéquation de l'offre aux exigences réglementaires et de qualité,
 - Elaborer un observatoire partagé de la « parentalité » qui permettra de dresser un état des lieux des besoins et des réponses apportées, analyser et évaluer l'existant.

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

1^{er} semestre 2018 → Lancement des groupes de travail territoriaux et de l'observatoire.

INDICATEURS DE SUIVI

- Nombre de rencontres du comité de coordination,
- Mise en place de l'observatoire et exploitation des données,
- Nombre de réunions du réseau LAEP.



COMITE DEPARTEMENTAL STRATEGIQUE

Pilotage	Etat	- Préfète
----------	------	-----------

Co-pilotage	Département	- Président
	Caf	- Présidente/Directeur

Membres	Etat	<ul style="list-style-type: none"> - Préfète, - Directeur départemental de la cohésion sociale (Ddcs) - Education nationale Direction des services départementaux de l'Education nationale
	Département	- Directrice générale Adjointe aux solidarités
	Région	- Président
	Caf	- Présidente/Directeur
	Msa	- Président/Directeur
	UME	- Un Président désigné par l'Union des Maires
	Epci	- Un Président désigné par l'Union des Maires
	Ville d'Evry	- Maire
	Ville de Massy.....	- Maire
	Ville d'Etampes	- Maire
	Udaf	- Président/Directeur

Fréquence de réunion	1 fois par an
----------------------	---------------

Secrétariat	Caf
-------------	-----

COMITE DEPARTEMENTAL OPERATIONNEL PETITE ENFANCE

Pilotage	Département	Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé
	Caf	Direction de l'action sociale
Co-animation	Département	Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé
	Caf	Département ingénierie sociale
Rôle	<p>Sur la base des orientations du comité départemental stratégique, il définit annuellement le plan d'action départemental permettant d'atteindre les objectifs du schéma :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalise et actualise les diagnostics, - Identifie les freins et les leviers (incitations financières, formation professionnelle, plan de communication...), - Mobilise des groupes de travail spécifiques avec les services et les personnes ressources compétents, - Identifie et priorise les actions à mener, - Réalise un bilan annuel de l'atteinte des objectifs, - Propose un plan d'action annuel au comité stratégique. 	
Membres	Etat	Ddcs
	Département	<ul style="list-style-type: none"> - Représentants de la Direction de la protection maternelle et infantile et de la santé (directeur de projets transversaux, chef du service modes d'accueil), - Représentant de la Direction de l'insertion et de l'emploi.
	Caf	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable du Service des aides et conseils techniques aux interventions financières (Actif) - Responsable du pôle enfance / Jeunesse.
	Msa	- Direction de l'action sociale
	Ville d'Evry	- Direction de la petite enfance
	Ville de Massy	- Direction de la petite enfance
	Ville d'Etampes	- Direction de la petite enfance
	EPCI	- 1 Président désigné par l'Union des Maires de l'Essonne
	Udaf	- Directeur
	Représentants des professionnels de la petite enfance	<ul style="list-style-type: none"> - 1 représentant de l'Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels (ACEPP), - 1 représentant d'un syndicat d'assistants maternels, - 1 animateur Ram.
	Représentants de structures petite enfance privées	<ul style="list-style-type: none"> - 1 représentant de structure associative, - 1 représentant de structure privée à but lucratif.
	Fédération des particuliers employeurs de France (Fepem)	- 1 représentant
	Collecteur pour la formation professionnelle des assistants maternels	- 1 représentant
Fréquence de réunion	1 fois par an	
Secrétariat	Caf	

COMITE DEPARTEMENTAL OPERATIONNEL PARENTALITE

Pilotage	Département	- Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé
	Caf	- Direction de l'action sociale
Co-animation	Département	- Direction de la Prévention et de la protection de l'Enfance
	Caf	- Département ingénierie sociale
Rôle	<p>Sur la base des orientations du comité départemental stratégique, il définit annuellement le plan d'action départemental permettant d'atteindre les objectifs du schéma :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalise des diagnostics, - Identifie les freins et les leviers (incitations financières, formation professionnelle, plan de communication...), - Mobilise des groupes de travail spécifiques avec les services et personnes ressources compétents, - Identifie et priorise les actions à mener, - Réalise un bilan annuel de l'atteinte des objectifs, - Propose un plan d'action annuel au comité stratégique. 	
Membres	Etat	- Ddcs
	Département	<ul style="list-style-type: none"> - Représentant de la Direction de la prévention et de la protection de l'enfance, - Représentant de la Direction de la protection maternelle et infantile et de la santé, - Représentant de la Direction du développement social.
	Caf	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable du Service des aides et conseils techniques aux interventions financières (Actif), - Responsable du pôle animation de la vie sociale et soutien à la parentalité.
	Msa	- Direction de l'action sociale
	Ville d'Evry	- 1 représentant
	Ville de Massy	- 1 représentant
	Ville d'Etampes	- 1 représentant
	Udaf	- 1 représentant
	Représentants des structures soutenues dans le cadre du Réaap	- 4 représentants d'associations porteuses de projet invités annuellement et différents chaque année.
	Fédération des centres sociaux et socioculturels de l'Essonne	- Délégué départemental
	Association pour la médiation familiale (AMF)-	- 1 représentant
	Fédération nationale pour la médiation familiale (Fenamef)	- 1 représentant
	Espaces rencontre	- 1 représentant
	Education nationale	- 1 représentant de la Direction départementale de l'EN (DSDEN)
	TGI	- 1 représentant
	Fédérations des parents d'élèves	- 1 représentant par fédération (Fcpe,Peep, etc...)
Fréquence	1 fois par an	
Secrétariat	Caf	

COMITE DEPARTEMENTAL OPERATIONNEL JEUNESSE

Pilotage	Département	Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé
	Caf	Direction de l'action sociale
Co-animation	Département	Direction de la citoyenneté, de la jeunesse et de la vie associative
	Caf	Département ingénierie sociale
Rôle	<p>Sur la base des orientations du comité départemental stratégique, il définit annuellement le plan d'action départemental permettant d'atteindre les objectifs du schéma :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalise et actualise les diagnostics, - Identifie les freins et les leviers (incitations financières, formation professionnelle, plan de communication...), - Mobilise des groupes de travail spécifiques avec les services et les personnes ressources compétents, - Identifie et priorise les actions à mener, - Réalise un bilan annuel de l'atteinte des objectifs, - Propose un plan d'action annuel au comité stratégique. 	
Membres	Etat	<ul style="list-style-type: none"> - Ddcs - Direccte
	Département	<ul style="list-style-type: none"> - Représentant de la Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé, - Représentant de la Direction de la citoyenneté, de la jeunesse et de la vie associative.
	Caf	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables et adjointes des départements Ingénierie sociale et développement territorial, - Référent jeunesse du département ingénierie sociale.
	Udaf	- 1 représentant
	Msa	- Direction de l'action sociale
	Education nationale	- Proviseur vie scolaire
	Ville d'Evry	- 1 représentant
	Ville de Massy	- 1 représentant
	Ville de Draveil	- 1 représentant
	EPCI	- 3 représentants d'établissements publics de coopération intercommunale.
	Mission locale	- 2 représentants de mission locale
	Information jeunesse	- 1 représentant du Cidj
	Prévention spécialisée	- 1 représentant de l'association Le phare
	Maison des adolescents de L'Essonne	- 1 représentant
	Fjt	- 1 représentant de l'Aljt
	Paej	- 1 représentant du Cepfi
	Centres sociaux	- 1 représentant de la Fédération des centres sociaux
	Centre social non adhérent	- 1 représentant du centre social communal des Aunettes à Evry
	Mjc	- 1 représentant de l'Udmjc
	Mjc	- 1 représentant de la Mjc Le Studio à Limours
Fréquence de réunion	1 fois par an	
Secrétariat	Caf	

COMITE TECHNIQUE PETITE ENFANCE

Co-Animation	Caf	Département ingénierie sociale
	Département	Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé

Rôle	<ul style="list-style-type: none"> - Contribue à identifier les problématiques liées à la petite enfance en associant les services et personnes ressources compétents, - Coordonne la réflexion autour des thématiques repérées, - Propose des actions susceptibles de répondre aux besoins identifiés, - Coordonne la mise en œuvre des actions proposées et validées par le comité opérationnel, - Réalise un bilan annuel des actions menées.
------	---

Membres	Etat	- Ddcs
	Département	- Représentants du service Modes d'accueil de la Direction de la protection maternelle et infantile et de la santé (secteur modes d'accueil individuel et collectif, responsables territoriaux).
	Caf	- Responsables et adjointes des départements ingénierie sociale et développement territorial, - Référentes enfance et accueil individuel du département ingénierie sociale.
	Msa	- 1 représentant
	Epci	- 1 coordonnateur petite enfance
	Ville d'Evry	- 1 coordonnateur petite enfance
	Ville de Massy	- 1 coordonnateur petite enfance
	Ville d'Etampes	- 1 coordonnateur petite enfance
	Udaf	- 1 représentant
	Pôle Emploi	- 1 représentant
	Parents	- 3 représentants en fonction des thématiques abordées.
	Relais assistants maternels	- 1 représentant
	Assistants Maternels	- 2 représentants en fonction des thématiques abordées.
	Structure Eaje (milieu ordinaire) accueillant des enfants présentant un handicap	- 2 représentants en fonction des thématiques abordées.
	Association de parents d'enfants présentant un handicap	- 1 représentant en fonction des thématiques abordées.

Fréquence de réunion	Autant que de besoins et a minima 2 fois par an.
----------------------	--

Secrétariat	Caf
-------------	-----

COMITE DEPARTEMENTAL REAAP

Animation	Département	- Représentant de la DGAS
	Caf	- Département ingénierie sociale
Rôle	<ul style="list-style-type: none"> - Promeut les actions de soutien à la parentalité sur le département en s'assurant du maillage territorial, - Impulse la mise en réseaux des acteurs tant au niveau départemental qu'au niveau local, - Assure l'instruction et la coordination des demandes de financement, - Organise le planning annuel de rencontres in situ avec les porteurs de projet. 	
Membres	Etat	- Ddcs
	Département	<ul style="list-style-type: none"> - Représentant de la Direction de la prévention et de la protection de l'enfance, - Représentant de la Direction de la protection maternelle et infantile et de la santé, - Représentant de la Direction du développement social.
	Caf	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables et adjointes des départements ingénierie sociale et développement territorial, - Animatrice départementale Reaap et Référente parentalité du département ingénierie sociale.
	Msa	- 1 représentant
	Femmes inter-association médiation et inter-services migrants	- 1 représentant
	Udaf	- 1 représentant
	Chefs de projets ville	- 2 représentants désignés par le comité stratégique, différents chaque année.
	Education Nationale	- 1 représentant
Fréquence de réunion	2 fois par an.	
Secrétariat	Caf	

COMITE DEPARTEMENTAL CLAS

Animation	Caf	Département ingénierie sociale
Rôle	<ul style="list-style-type: none"> - Promeut les actions Clas sur le département, - Délivre les agréments Clas, - Assure l'instruction et la coordination des demandes de financement, - Organise le planning annuel de rencontres in situ avec les porteurs de projet, - Réalise un bilan annuel des actions menées. 	
Membres	Etat	Ddcs
	Département	<ul style="list-style-type: none"> - Représentant de la Direction du développement social, - Représentant de la Direction de la ville et de l'habitat.
	Caf	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables et adjointes des départements ingénierie sociale et développement territorial, - Référente parentalité du département ingénierie sociale.
	Education Nationale	- 1 représentant
Fréquence de réunion	2 fois par an.	
Secrétariat	Caf	

COMITE DEPARTEMENTAL MEDIATION FAMILIALE ET ESPACES RENCONTRE

Animation	Caf	- Département ingénierie sociale
Rôle	<ul style="list-style-type: none"> - Délivre les agréments aux associations de médiation familiale, - Promeut le déploiement des services sur le département en s'assurant du maillage territorial, - Assure la promotion de la médiation familiale et des espaces rencontre auprès des familles et des partenaires, - Assure le suivi de l'activité des services et de la conformité de leur fonctionnement avec la réglementation et les recommandations du Conseil National Consultatif, - Assure l'instruction et la coordination des demandes de financement, - Evalue les dispositifs au plan départemental, - Réalise un bilan annuel des actions menées. 	
Membres	Etat	- Ddcs
	Justice	- Tgi et Cour d'appel
	Département	- Représentant de la Direction de la prévention et de la protection de l'enfance.
	Caf	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables et adjointes des départements ingénierie sociale et développement territorial, - Référente parentalité du département ingénierie sociale.
	Msa	- Direction de l'action sociale
	Associations de médiation familiale	- Olga Spitzer, Association pour le couple et l'enfant (APCE), l'Udaf.
	Associations Espace rencontre	<ul style="list-style-type: none"> - Tempo, - Association pour le couple et l'enfant (APCE).
	Association pour la médiation familiale (AMF)	- 1 représentant
	Fédération nationale pour la médiation familiale (Fenamef)	- 1 représentant
Fréquence de réunion	1 fois par an	
Secrétariat	Caf	

SUIVI ET EVALUATION DU SCHEMA

Les parties signataires s'engagent à mettre en œuvre, à suivre et à évaluer les actions décrites dans le schéma. Elles s'appuient sur les indicateurs identifiés dans chaque orientation stratégique du présent schéma départemental d'accompagnement des familles.

COMMUNICATION

Les parties signataires donnent leur autorisation pour mettre en ligne sur le site Caf.fr, le présent schéma d'accompagnement des familles. Elles décident et réalisent, d'un commun accord, les autres actions de communication relatives au présent schéma et prévoient notamment les liens entre leur site partenaire et celui de la Caf. Les supports communs sont validés par le comité départemental stratégique d'accompagnement des familles et font apparaître les logos de chacune des parties du schéma.

DUREE, MODIFICATION ET RESILIATION DU SCHEMA

Chaque année, les parties signataires s'engagent si besoin par voie d'avenant, à des ajustements, L'avenant précise toutes les modifications apportées au contrat d'origine ainsi qu'à ses annexes. Le présent schéma peut être résilié par l'une ou l'autre des parties signataires, sous réserve du respect d'un délai de préavis de six mois, formalisé par lettre recommandé avec avis de réception.

Madame la Préfète de l'Essonne

Josiane CHEVALIER

Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Essonne

François DUROVRAY

Madame la Présidente du Conseil d'administration
de la caisse d'Allocations Familiales

Vivianne PEREIRA-GOMES

Monsieur le Président du Conseil d'administration de la caisse
de Mutualité sociale agricole d'Ile de France

Olivier HUE

Madame le Directeur de la caisse d'Allocations
familiales

Christine MANSIET

Monsieur le Directeur de la caisse de Mutualité sociale
agricole d'Ile de France

Laurent PILETTE

Madame la Présidente de l'Union Départementale
des associations familiales

Carine BOUDESOCQUE-DUBOIS

Le présent avenant prend effet le jour de sa signature et dure jusqu'au 31 décembre 2019

Fait à Evry, le en 5 exemplaires. Le schéma comporte 33 pages et une annexe 1 relative au diagnostic départemental.

GLOSSAIRE

Aah	Allocation aux adultes handicapés
Aeeh	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
Alsh	Accueil de loisirs sans hébergement
Ap	Accueil provisoire
Apaso	Association pour la prévention, l'accueil, le soutien et l'orientation
Apmf	Association pour la médiation familiale
Ars	Allocation de rentrée scolaire
Caf	Caisse d'Allocations familiales
Camsp	Centre-médico-psycho-pédagogique
Cd	Conseil départemental
Cdd	Contrat à durée déterminé
Clas	Contrats locaux d'accompagnement scolaire
Cnaf	Caisse nationale d'Allocations familiales
Codaje	Comité opérationnel petite enfance
Cpam	Caisse primaire d'assurance maladie
Cpfi	Centre de prévention, formation et insertion
Ddcs	Direction départemental de la cohésion sociale
Eaje	Etablissement d'accueil du jeune enfant
Epci	Etablissement de coopération intercommunale
Fenamef	Fédération nationale de la médiation familiale
Laep	Lieu d'accueil enfants-parents
Mam	Maison des assistants maternels
Mjc	Maison des jeunes et de la culture
Mlds	Mission de lutte contre le décrochage scolaire
Msa	Mutualité sociale agricole
Paej	Point d'accueil et d'écoute jeune
Pai	Projet accueil individualisé
Pif	Point info famille
Pmi	Protection maternelle et infantile
Ram	Relais d'assistants maternels
Reaap	Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents
Rsa	Revenu solidarité active
Udaf	Union départemental des associations familiales
Vvv	Ville Vie Vacances